

The Competition Bureau (the Bureau) has established fees and service standards for certain services and regulatory processes under the Competition Act. These fees and service standards apply to Advisory Opinion requests (AO), Advance Ruling Certificate requests (ARC), Pre-merger Notification Filing (PMN), and photocopies

## WHAT IS THE COMPETITION BUREAU?

The Competition Bureau is the federal government agency responsible for enforcing the Competition Act. It is headed by the Director of Investigation and Research (the Director).

#### WHAT IS THE COMPETITION ACT?

The Competition Act is a federal law governing business conduct in Canada. It aims to promote competition in the marketplace.

#### WHY ARE THERE FEES?

The fee policy conforms to the government's overall objective of fairness, which seeks to ensure that those who benefit most from a service should pay for it. The Bureau has developed fees and related service standards in consultation with a wide range of stakeholders. The fees relate to a very limited number of services or regulatory processes under the Act. The revenues from fees will be used to improve the services for which they were earned and to provide certainty of maximum turnaround times.

This pamphlet is only a guide. It provides basic information about fees and related service standards. For further information, please refer to the Fees and Service Standards Handbook available by contacting the Competition Bureau at one of the numbers listed at the end of the pamphlet.

# DEFINITIONS OF SERVICES AND REGULATORY PROCESSES

#### Advisory Opinion (AO)

The Bureau facilitates compliance with the law by providing various types of Advisory Opinions. Company officials, lawyers and others are encouraged to request an opinion on whether the implementation of a proposed business plan or practice would raise an issue under any provision of the Competition Act. The specific opinion, subject to fees, will be based only on information provided by the requestor and will take into account previous case law, prior opinions, and the stated policies of the Bureau.

#### Advance Ruling Certificate (ARC)

Persons who are planning a merger may want some assurance from the Bureau that it will not challenge the transaction they are contemplating. Under the Act, the Bureau may issue an Advance Ruling Certificate when satisfied by a party or parties to a proposed transaction that there are insufficient grounds to apply to the Competition Tribunal. A transaction for which an ARC has been issued is exempt from the notifiable transaction filing requirements of the Act.

#### Pre-merger Notification Filing (PMN)

The Pre-merger Notification Filing provisions of the Competition Act require that parties notify the Bureau before they complete the transaction and that they provide the Bureau with specific information. Notification must be filled when the transaction: is of a particular type; involves a specified amount of assets or sales revenue; meets other thresholds included in the Act; and does not qualify for any of the specific exemptions.

Generally, the provisions apply in situations where the parties to the transaction have combined assets or annual sales revenue in Canada greater than \$400 million and the specific transaction involves assets or annual sales in Canada greater than \$35 million. The Pre-merger Notification Filing process allows the proposed transaction's impact on competition to be assessed by the Bureau prior to its completion.

## FEES FOR SERVICES AND

*Advisory Opinion request: Sections 52 to 60 of the Act All other provisions	\$500.00 \$4000.00
Advance Ruling Certificate request	\$25,000.00
*Pre-merger Notification Filing	\$25,000.00
Photocopies	\$0.25

\*Some exceptions apply

## SERVICE STANDARDS

The state of the s	March A. Carlotte
Service/Regulatory Process	Maximum Turnaround Time
Advisory Opinion request	
Sections 52 to 60	
(generally referred to as	
Misleading Advertising and	
Deceptive Marketing)	
Non-complex	8 days
Complex	30 days
Other Provisions	
Non-complex	4 weeks
Complex	8 weeks
- complete	O MECKS

#### Mergers Pre-merg

Pre-merger Notification Filing
and/or Advance Ruling Certificate
Non-complex
14 days
Complex
10 weeks
Very complex
5 months

#### METHODS OF PAYMENT

Payments can be made by VISA, MasterCard or by cheque made payable to the Receiver General for Canada, and the control of the

The Competition Bureau has established the Public Education Initiative to promote a general understanding of the Competition Act, the Consumer Packaging and Labelling Act, the Precious Metals Marking Act and the Textile Labelling Act. The Bureau produces videos and pamphlets and provides speakers to address interested groups on various aspects of competition and consumer products legislation.

To find out more about arranging for a speaker, or what videos and publications are available, contact the Complaints and Public Enquiries
Centre at the numbers listed below

#### Telephone:

-348-5351
997-4283
-642-3844

Facsimile (819) 997-0324 Fax-on-Demand (819) 997-2869

#### By writing to:

Complaints and Public Enquiries Centre
Competition Bureau
Industry Canada
50 Victoria Street
Hull, Quebec
K1A 079

© Her Majesty the Queen in Right of Canada (Industry Canada) 1997 ISBN 0-662-63244-3 Cat. No. RG52-29/12-1997







Canadä

Le Bureau de la concurrence (le « Bureau ») a établi des frais et des normes pour certains de ses services et de ses procédés réglementaires en vertu de la Loi sur la concurrence. Ces frais et ces normes s'appliquent aux demandes d'avis consultatifs, aux demandes de certificat de décision préalable, aux dépôts de préavis de fusionnement ainsi qu'aux photocopies.

#### OU'EST-CE OUE LE BUREAU DE LA CONCURRENCE?

Le Bureau de la concurrence est l'organisme du gouvernement fédéral chargé de l'application de la Loi sur la concurrence. Il est dirigé par le Directeur des enquêtes et recherches.

### OU'EST-CE OUE LA LOI SUR LA CONCURRENCE?

La Loi sur la concurrence est une loi fédérale qui régit les agissements des entreprises au Canada. Elle vise à promouvoir la concurrence sur le marché.

#### POUROUOI EXIGE-T-ON UNE **TARIFICATION DES SERVICES?**

La politique sur la tarification est conforme à l'objectif général d'équité du gouvernement, qui vise à s'assurer que le coût d'un service est supporté par ceux qui en bénéficient le plus. Le Bureau a établi des frais et des normes de service connexes après avoir consulté de nombreux intervenants. Les frais s'appliquent à un nombre très restreint de services ou de procédés réalementaires relatifs à la Loi. Les recettes provenant des frais serviront à améliorer les services pour lesquels ces frais sont exigés et à garantir les meilleurs délais d'exécution

Le présent dépliant ne constitue qu'un guide. Il donne des renseignements de base sur les frais et les normes de service connexes. Paur obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le Guide sur la tarification et les normes de service que vous pouvez vous procurer en communiquant avec le Bureau de la concurrence à l'un des numéros indiqués à la fin du présent dépliant.

### DÉFINITION DES SERVICES ET DES PROCÉDÉS RÉGLEMENTAIRES

#### Avis consultatif

Le Bureau aide les gens à se conformer à la loi en donnant différents types d'avis consultatifs. Les représentants de sociétés, les avocats et d'autres personnes sont encouragés à demander un avis afin de savoir si la mise en œuvre d'un plan d'affaires ou d'une pratique commerciale projetés risque de soulever un problème aux termes d'une disposition de la Loi. L'avis tarifé s'appuiera sur les renseignements soumis par l'intéressé, la jurisprudence, les décisions antérieures ainsi que les politiques énoncées par le Bureau.

#### Certificat de décision préalable

Il se peut que des personnes qui prévoient de procéder à un fusionnement désirent obtenir du Bureau une garantie que celui-ci ne contestera pas la transaction projetée. Aux termes de la Loi, le Bureau peut délivrer un certificat de décision préalable lorsqu'une ou plusieurs parties à une transaction projetée le convainquent qu'il n'y a aucun motif valable de faire une demande au Tribunal de la concurrence. Une transaction pour laquelle un certificat de décision préalable a été délivré est soustraite aux exigences en matière de dépôt relatif aux transactions qui doivent faire l'objet d'un avis prévu par la Loi.

#### Dépôt d'un préavis de fusionnement

Les dispositions de la Loi sur la concurrence relatives au dépôt d'un préavis de fusionnement exigent que les parties avisent le Bureau avant de réaliser la transaction et qu'elles lui fournissent certains renseignements précis. Lorsqu'il s'agit d'un type particulier de transaction, que cette dernière concerne des éléments d'actif d'une valeur déterminée ou un chiffre d'affaires déterminé, qu'elle respecte les autres seuils prévus par la Loi et qu'elle n'est pas visée par l'une des exceptions expressément prévues, les parties doivent déposer un avis

En général, ces dispositions s'appliquent à des situations où les parties à la transaction ont réuni des éléments d'actif ou un chiffre d'affaires annuel au Canada de plus de 400 millions de dollars et où la transaction visée porte sur des éléments d'actif ou des ventes annuelles au Canada de plus de 35 millions de dollars. Le dépôt d'un préavis de fusionnement permet au Bureau d'évaluer l'incidence de la transaction proposée sur la concurrence avant sa réalisation.

## FRAIS ET PROCÉDÉS RÉGLEMENTAIRES

*Demande d'avis consultatif :	
Articles 52 à 60 de la Loi	500 \$
Toutes les autres dispositions	4 000 \$
Demande de certificat de décision préalable	25 000 \$
*Dépôt d'un préavis de fusionnement	25 000 \$
Photocopies	0.25 \$

<sup>\*</sup>Sous réserve de certaines exceptions

Service/Procédé

## NORMES DE SERVICE

réglementaire	maximal	Télécopieur :
Demande d'avis consultatif		Télécopie automa
Articles 52 à 60 de la Loi		
(soit les dispositions relatives à		Adresse
la publicité trompeuse et aux		Centre des plainte
pratiques commerciales délova	les)	Bureau de la cond

Délai d'exécution

non complexe 8 iours complexe 30 iours Autres dispositions

non complexe 4 semaines complexe 8 semaines

**Fusionnements** Dépôt d'un préavis de fusionnement ou certificat de décision préalable non complexe

14 iours complexe 10 semaines très complexe 5 mois

#### **MODES DE PAIEMENT**

Les paiements peuvent être faits par carte VISA ou MasterCard ou par chèque payable à l'ordre du Receveur général du Canada.

Le Bureau de la concurrence a entrepris l'Initiative d'éducation du public afin de mieux faire connaître la Loi sur la concurrence, la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, la Loi sur le poinconnage des métaux précieux et la Loi sur l'étiquetage des textiles. Le Bureau produit des vidéos et des dépliants et présente des exposés à des groupes intéressés sur divers aspects du droit de la concurrence et des produits de consommation.

Pour en savoir davantage sur la présentation d'exposés ou sur les vidéos et publications offertes, veuillez vous adresser au Centre des plaintes et des renseignements aux numéros ou à l'adresse mentionnés ci-dessous.

## Téléphone:

nterurbain (sans frais)	1 800 348-5358
tégion de la capitale nationale	(819) 997-4282
ATS (pour les malentendants)	1 800 642-3844

(819) 997-0324 atique (819) 997-2869

tes et des renseignements Industrie Canada 50, rue Victoria Hull (Québec) K1A 0C9

O Sa Majesté la Reine du chef du Canada (Industrie Canada) 1997. ISBN 0-662-63244-3 Nº au catalogue RG52-29/12-1997



